

En attendant la fin de la tempête de sable qui se lève au camp de Damba (Burkina Faso), ces **réfugiés maliens** préfèrent construire un abri traditionnel, beaucoup plus résistant aux tempêtes qu'une tente.

Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Togo



Afrique de l'Ouest



| Environnement opérationnel |

En 2012, l'Afrique de l'Ouest est demeurée en proie à l'agitation politique. En Côte d'Ivoire, les intenses efforts déployés par la communauté internationale et le Gouvernement pour améliorer la sécurité n'ont abouti qu'à des résultats mitigés. Des attaques sporadiques contre des civils, des déplacés internes et des soldats, attribuées aux rebelles anti-gouvernementaux, continuent d'être signalées.



Au Mali, le soulèvement déclenché en janvier par les Touaregs s'est produit à un moment particulièrement difficile pour la population de la région du Sahel, déjà confrontée à une grave sécheresse et à une terrible crise alimentaire. Cette crise a provoqué le déplacement de quelque 205 000 personnes au sein du territoire malien et le départ d'environ 100 000 réfugiés vers d'autres pays du Sahel, le Burkina Faso et le Niger. Une escalade du conflit au nord du Mali, aujourd'hui aux mains des rebelles islamistes, déclencherait de nouveaux déplacements de population dans la sous-région.

En avril, le coup d'État militaire perpétré en Guinée-Bissau a paralysé tout le pays. La constitution d'un Gouvernement de transition destiné à sortir le pays de l'impasse n'a pas rendu la situation politique moins confuse.

Bien que l'Afrique de l'Ouest bénéficie d'une solide croissance économique, le niveau élevé du chômage et de la pauvreté continue d'engendrer des mouvements migratoires mixtes à l'intérieur et vers l'extérieur de la sous-région.

Suite à l'apaisement des tensions observé en Côte d'Ivoire, des plans ont été élaborés pour permettre le rapatriement librement consenti des Ivoiriens réfugiés dans la région. Le HCR et le Gouvernement ivoirien ont signé des accords tripartites distincts avec le Ghana, le Libéria, la Guinée et le Togo.

En ce qui concerne les Libériens dont le statut de réfugié a pris fin en 2012, le HCR continuera à mettre en œuvre sa stratégie axée sur des solutions globales, en mettant l'accent sur l'intégration sur place.

Environ 168 000 réfugiés, principalement des Ghanéens, des Ivoiriens, des Libériens, des Mauritanien et des Sénégalais, sont dispersés dans des zones urbaines et rurales à travers plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Le HCR cherche à remédier durablement à leur sort par l'intégration sur place ou le rapatriement, voire par des solutions liées à l'application des clauses de cessation.

Le nombre de rapatriements prévus dans la sous-région était d'environ 71 000 pour l'année 2012. En juin, quelque 83 000 retours librement consentis avaient déjà été enregistrés. Le HCR a facilité le transport d'environ 17 000 réfugiés, pour la plupart libériens,

ivoiriens et mauritaniens, tandis que les pays assuraient l'accueil des 83 000 rapatriés et contribuaient à leur réintégration.

Stratégie

En Afrique de l'Ouest, le HCR continuera à mettre en œuvre des activités essentielles en termes d'assistance vitale et de protection. L'Organisation aidera et protégera des populations dispersées dans une quinzaine de pays et vivant aussi bien en milieu rural que dans des zones urbaines. Elle améliorera l'assistance offerte dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de la santé, de l'éducation et du traitement de la violence sexuelle et sexiste.

Le HCR continuera à faciliter le rapatriement à grande échelle des Mauritanien réfugiés dans la sous-région, et notamment au Mali, où 9 000 d'entre eux ont opté pour le retour au pays. L'Organisation cherchera également des possibilités d'intégration sur place pour les réfugiés désireux de demeurer dans leur pays d'asile, en particulier au Sénégal.

Les programmes de lutte contre l'apatridie en Afrique de l'Ouest mettront l'accent sur la formation et le renforcement des capacités de prévention des autorités nationales. Le HCR continuera également à renforcer les capacités des États en matière d'asile. Il plaidera pour que des procédures de détermination du statut de réfugié et des législations adéquates soient mises en place, tout en appuyant les structures communautaires et la société civile.

Pour faire face aux déplacements de population survenus au Mali en 2012, le HCR prendra en charge la protection dans le cadre de l'approche modulaire.

Contraintes

Les principaux obstacles auxquels se heurte le HCR en Afrique de l'Ouest sont liés à la situation socio-économique difficile, au contexte politique instable et aux conditions de sécurité précaires qui règnent dans plusieurs pays. Des élections sont prévues au Togo, en Sierra Leone, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée et au Mali au dernier

trimestre 2012. L'agitation socio-politique que ces scrutins pourraient déclencher entraverait les opérations du HCR et risquerait d'entraîner des déplacements de population massifs.

Opérations

Les opérations du HCR en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Mali, au Burkina Faso et au Niger sont décrites dans des chapitres distincts.

En 2013, les opérations du HCR en Afrique de l'Ouest porteront sur six populations de réfugiés dispersées dans une quinzaine de pays et vivant aussi bien en milieu rural ou dans des zones urbaines que dans des camps.

Au Togo, le HCR mettra l'accent sur la réintégration des Togolais rapatriés du Ghana et du Bénin. Le programme de réintégration favorisera la cohésion sociale dans les régions d'accueil des rapatriés. La situation politique au Togo demeure calme et pourrait inciter de nombreux réfugiés togolais à opter pour le rapatriement librement consenti. De plus, les circonstances qui les ont conduits à fuir seront soigneusement étudiées, afin de déterminer s'il convient d'invoquer les clauses de cessation.

Les autorités du Bénin devraient continuer à délivrer et à renouveler les documents d'identité de quelque 2 800 réfugiés togolais qui ont toujours besoin d'une protection internationale. De son côté, le HCR dispensera des conseils individuels et collectifs à ces réfugiés concernant les solutions durables qui s'offrent à eux.

La Gambie et la Guinée-Bissau accueillent désormais plus de 17 700 réfugiés sénégalais, pour la plupart installés dans des régions rurales. En 2013, le HCR mettra au point un nouveau plan d'intervention, afin de mieux se préparer à d'éventuels afflux de réfugiés. Il se concentrera sur les activités liées aux moyens de subsistance pour les nouveaux arrivants et les 40 pour cent de la population existante menacés par l'insécurité alimentaire. Un appui

supplémentaire sera nécessaire pour accroître la production agricole et faciliter l'accès aux terres arables.

Au Ghana, le processus de cessation du statut des réfugiés libériens, togolais et rwandais et la recherche de solutions durables pour les quelque 10 000 réfugiés ivoiriens sont les principaux défis auxquels le HCR devra faire face en 2013.

En Sierra Leone, la clause de cessation pour « circonstances ayant cessé d'exister » a été appliquée le 30 juin 2012 aux réfugiés libériens, mettant ainsi un terme à la majeure partie des activités menées par le HCR auprès de cette population. Les réfugiés qui se sont intégrés sur place devraient être autosuffisants d'ici l'achèvement des opérations du HCR en Sierra Leone à la fin de l'année 2012.

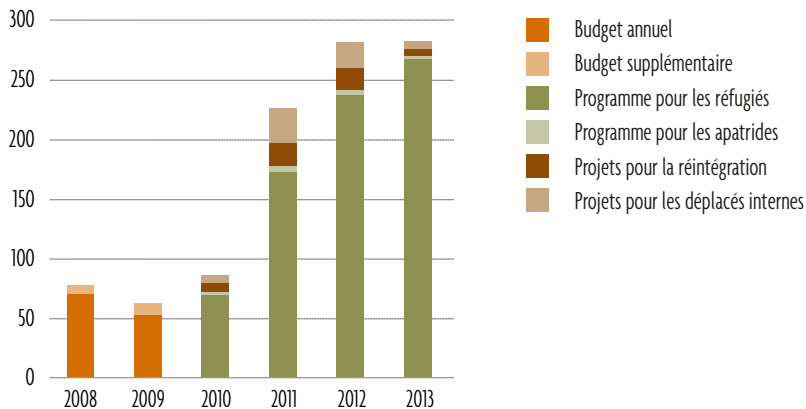
En Guinée, le HCR gère actuellement trois programmes consacrés à 5 400 réfugiés libériens, 5 600 réfugiés ivoiriens et 300 demandeurs d'asile et réfugiés d'autres nationalités. La Guinée a enregistré 44 réfugiés maliens depuis le début de la crise au Mali et pourrait en accueillir d'autres. Le HCR offrira ses bons offices pour continuer à faciliter le rapatriement du nombre croissant de réfugiés libériens qui choisissent de regagner leur pays. Par ailleurs, l'Organisation se concentrera sur les aspects juridiques de l'intégration sur place et sur l'aide aux moyens de subsistance pour les personnes relevant de sa compétence.

Au Nigeria, le HCR offrira une assistance partielle sous forme de soins et d'entretien aux 2 000 réfugiés camerounais présents dans les États de Benue et de Cross River. Il mènera également des activités d'appui aux moyens de subsistance, telles que des projets d'agriculture ou de formation professionnelle, pour les réfugiés camerounais et tchadiens installés en milieu rural. Enfin, il appuiera le rapatriement librement consenti des réfugiés camerounais.

Au Sénégal, le HCR veillera à ce que les 14 100 réfugiés mauritaniens ayant opté pour l'intégration sur place continuent à bénéficier d'un accès équitable aux documents d'identité, à l'éducation, aux soins de santé primaires et aux services de prévention et de traitement du VIH. Dans ses plaidoyers auprès du Gouvernement, du secteur privé et des partenaires d'exécution, l'Organisation mettra en avant l'intégration sur place, l'autosuffisance, les moyens de subsistance et les documents d'identité.

Budget du HCR en Afrique de l'Ouest 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



Informations financières

Les hostilités qui ont récemment éclaté au Mali ont entraîné une augmentation des besoins pour l'Afrique de l'Ouest. Les fonds supplémentaires requis pour 2013-2014 couvriront l'assistance aux réfugiés et aux déplacés internes maliens ainsi que le renforcement des capacités des États, en particulier dans le domaine de la protection, de la réintégration et de l'intégration sur place.

Budget du HCR en Afrique de l'Ouest (dollars E.-U.)

OPÉRATION	2012 BUDGET RÉVISÉ (au 30 juin 2012)	2013				TOTAL
		PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	
Côte d'Ivoire	31 346 810	20 021 340	1 809 192	4 632 223	1 381 809	27 844 564
Ghana	12 232 593	11 743 905	0	329 926	0	12 073 831
Guinée	6 581 250	4 106 674	0	1 319 319	0	5 425 993
Libéria	59 549 221	42 508 774	0	0	0	42 508 774
Sénégal - Bureau régional ¹	173 017 923	190 054 238	582 224	230 000	4 692 640	195 559 103
Total	282 727 796	268 434 931	2 391 416	6 511 468	6 074 449	283 412 264

¹ Inclut les activités au Bénin, au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Gambie, Guinée-Bissau, au Mali, Niger, Nigeria, en Sierra Leone et au Togo.